

ARGENTINE - À Buenos Aires, les habitants des quartiers les plus pauvres résistent au « nettoyage social »

Raúl Zibechi

mercredi 1er avril 2009, par [Dial](#), [Raúl Zibechi](#)

Dans ce dossier, nous publions deux articles sur les villas – les quartiers populaires – de Buenos Aires. Les deux ont été rédigés par Raúl Zibechi pour le [Programme des Amériques](#). L'auteur, enseignant et chercheur, travaille aussi pour l'hebdomadaire uruguayen [Brecha](#).

Les villas miserias [1] de la capitale argentine sont le théâtre d'un vif conflit entre le gouvernement de la ville, à la tête duquel se trouve le chef d'entreprise [Mauricio Macri](#), et leurs habitants, les plus pauvres et marginalisés, persécutés depuis des dizaines d'années.

« On y va ! », s'écrit Orlando, et nous nous mettons à courir sur les huit voies de l'autoroute, bondée de camions qui arrivent au port remplis de soja et autres produits de base (marchandises) destinés à nourrir le bétail des pays européens et asiatiques. En arrivant de l'autre côté de l'avenue Antártida Argentina, nous nous enfonçons dans une rue de terre, au milieu d'habitations précaires en briques. Nous sommes en train d'entrer dans la Villa 31 ou Retiro, un endroit « très dangereux » dont il n'est pas facile de ressortir en vie, si l'on en croit les médias conservateurs de Buenos Aires.

Nous passons près d'un petit terrain de foot, où quelques enfants courent après le ballon, et nous arrivons à la cantine Padre Mugica, qui exhibe une énorme fresque à la figure du prêtre, emblème du quartier. C'est dans un hangar de taille moyenne, aux murs dénudés, et au toit en taule que nous reçoit Jhony, un homme petit et fort, la soixantaine, à la chevelure noire et brillante.

Il est retraité du port, il a l'âge du quartier, et il le porte dans son cœur, à tel point qu'il dédie tout son temps à organiser et à s'occuper de l'une des vingt cantines communautaires de la villa miseria.

Assises sur de grands bancs en bois, un groupe de femmes-mères discute à voix basse. La cantine peut accueillir près de cent personnes sur une demi-douzaine de grandes tables, et une cuisine de la même taille d'où sortent tous les jours six cents repas pour les voisins, des enfants pour la plupart. Le gouvernement ne livre que 300 rations, qu'ils subdivisent pour répondre à une demande qui ne cesse de croître, bien que le gouvernement assure que l'économie croît de 8-9% tous les ans.

Jhony et un groupe de mères volontaires donnent corps tous les jours au miracle chrétien de la multiplication des pains. Le gouvernement donne la nourriture, et eux se chargent de la cuisiner, la servir, et de maintenir l'endroit en conditions. Le matin, ils servent une tasse de thé aux enfants qui partent à l'école, et à partir de 8 heures, les familles attendent le déjeuner. Ils travaillent jusqu'à trois heures de l'après-midi, puis le réfectoire se transforme en centre social. « Ici on fait les veillées funèbres et les anniversaires de cette partie du quartier », dit avec fierté une des mères.

Une habitante arrive avec un pamphlet qui dénonce l'offensive médiatique du gouvernement de la ville contre les quatorze *villas* de Buenos Aires, où vivent désormais 235 000 personnes. D'après des chiffres non officiels, depuis la crise de 2001, la population des *villas* a doublé et en un an et demi ces dernières ont cru de 30%. Macri a été élu en 2007 pour diriger la ville avec la majorité absolue de la capitale conservatrice argentine. Il a été président de Boca Juniors, le club de foot le plus populaire du pays, il était allié du président néolibéral Carlos Menem, et d'aucuns assurent qu'il n'a pas obtenu sa fortune de manière transparente. [2]

Durant sa campagne électorale, il promit d'urbaniser les *villas* et d'éradiquer celle de Retiro, en en déplaçant la population vers des zones périphériques ou éloignées du centre. Les quarante mille habitants de la Villa 31 savent que cette zone est très convoitée par les entreprises immobilières - des travaux multimillionnaires ont été réalisés dans la zone portuaire attenante au quartier. Pour eux, ce serait répéter la triste histoire qu'ils ont vécue sous la dictature militaire.

Histoires de pauvreté et dignité

Orlando s'offre comme guide pour parcourir la *villa*. Il raconte qu'il est né à Cochabamba en Bolivie, et qu'il est venu vivre ici quand il avait à peine un an. Nous nous promenons par de larges rues en terre avec de grandes flaques de boue, entre des maisons à moitié finies, de deux voire trois étages. Les ruelles sont nombreuses et toutes les maisons semblent connectées entre elles. Aux rez-de-chaussée il y a des dizaines de commerces familiaux offrant des fruits et des légumes, du matériel scolaire et des sucreries, des vêtements et des produits de nettoyage.

Presque toutes les maisons disposent d'une pièce utilisée comme atelier. Dans les *villas* non seulement on vend mais on produit de tout, depuis les vêtements jusqu'à la réparation de voitures. Une économie à la frontière entre l'informalité et l'illégalité. De nombreuses familles montent des étals sur les marchés de la zone, d'autres ont obtenu des emplois plus ou moins stables dans la ville « formelle », et d'autres encore, impossible à quantifier, font des affaires illégales. Toutes ces économies sont lubrifiées par des flux inépuisables de solidarité qui transforme l'humiliation en dignité.

Nous arrivons sur un lieu assez précaire qui exhibe une pancarte peinte à la main : « Centre communautaire El Campito ». Sous une lumière ténue on distingue des affiches en faveur d'Evo Morales. Osvaldo explique que la plupart des habitants du quartier sont des Boliviens et des Paraguayens, et les Argentins sont en général du Nord, des provinces limitrophes avec ces pays. Une gigantesque photo du père Mugica et une autre du journaliste disparu Rodolfo Walsh ornent la petite bibliothèque, et un Che à l'air juvénile semble nous saluer avec son sourire contagieux. Dans la *villa*, tout semble politique ; ou mieux encore, résistance.

Un nuage d'enfants et une demi-douzaine de mères fêtent l'anniversaire de Julian, fondateur du centre communautaire il y a quatre ans. Il affirme que Macri « représente le pouvoir économique concentré qui a toujours voulu ces terres » et que maintenant ils veulent parachever l'éradication que la dictature n'a pu accomplir.

L'heure est venue de parler du passé, de l'histoire du quartier, et pour cela Orlando suggère d'écouter Jhony. Lentement, ses mots donnent peu à peu forme à une histoire vécue avec douleur. Le quartier fut formé par les ouvriers du port au chômage, à la suite de la crise de 1929. Ce sont quinze hectares publics entre le port et l'une des grandes gares de chemin de fer qui relie la capitale au nord du pays. Dans les années 1940 arrivèrent des immigrants européens et des ouvriers des chemins de fer. À la fin des années 50, il y avait déjà six quartiers et une coordination qui regroupait les délégués.

Au début des années 70, le quartier comptait quelque 16 000 familles, et entre 50 000 et 60 000 habitants. Une coordination regroupait toutes les *villas miserias* de la ville qui luttèrent pour des titres de propriété de la terre, le logement et l'inclusion dans le quartier urbanisé. À cette époque les *asentamientos* [3], aux caractéristiques et généalogies différentes n'existaient pas encore, la *villa* se forme sur la base de l'amarrage famille par famille à un espace en permanente redéfinition. L'*asentamiento* est une prise collective, organisée à l'avance avec une conception planifiée des espaces.

Pendant la dictature militaire (1976-1983), l'intendant de la ville, le brigadier général Osvaldo Cacciatore, mit en œuvre une politique d'éradication violente des *villas*. Les militaires arrivaient de nuit, obligeaient des familles entières à monter dans des camions avec le peu de biens qu'elles possédaient, et les laissaient à l'extérieur de la ville, perdues dans des endroits qu'elles ne connaissaient pas. Les étrangers étaient déplacés jusqu'à la frontière. Puis les bulldozers démolissaient les habitations pour laisser la terre rasée. « Buenos Aires n'est pas pour n'importe qui mais pour qui la mérite. Il nous faut une meilleure ville pour les meilleurs gens » disait Cacciatore.

En à peine trois ans, en 1979, il ne restait plus que 46 familles, entre 180 et 200 habitants. Les autres soixante mille avaient été expulsés, avec d'autres dizaines de milliers des autres *villas*. L'expulsion compulsive fut stoppée en 1979 par un recours en justice présenté par les « curés des *villas* ». Avec le retour de la démocratie en 1984, la *villa* se repeupla rapidement, à un rythme de deux cents familles par nuit, avec des anciens et des nouveaux habitants. Malgré des tentatives d'expulsion dans les néolibérales années 90, par le biais d'un « nettoyage des pauvres », qui démolit huit cents maisons en 1995, la Villa 31 continua à croître, au point d'héberger quarante mille habitants.

Les curés des *villas*

Ils furent et sont encore l'un des acteurs sociaux et politiques les plus importants d'Argentine, et mériteraient un large espace. Le Concile de Vatican II, en octobre 1962, lanca un grand débat dans le monde chrétien qui, en Amérique latine, se centra sur l'attitude envers les pauvres. Le 15 août 1967 fut publié le *Manifeste de 18 évêques du tiers-monde*. Neuf d'entre eux étaient brésiliens, à la tête desquels on trouvait Helder Camara et un Colombien.

Le texte dénonçait « l'impérialisme international de l'argent » et le fait que « l'Église a pratiquement toujours été liée au système politique, social et économique ». On y critiquait les riches qui « avaient lancé une guerre subversive... en massacrant des peuples entiers ». Le *Manifeste* se terminait par le verset 28 du chapitre 21 de l'évangile selon Saint Luc : « Redressez-vous et relevez la tête, car votre rédemption approche ».

L'idée de la « libération » se propagea comme une traînée de poudre dans toute l'Amérique latine. En Argentine, en décembre de cette année-là et dans un climat de forte agitation sociale, sous la dictature militaire de Juan Carlos Onganía, 270 prêtres signèrent le Manifeste. En mai 1968, se tint la première rencontre nationale où vit le jour le Mouvement des prêtres pour le tiers-monde (MSTM), qui regroupa jusqu'à 524 prêtres, 15% du clergé diocésain.

Certains membres du mouvement prêchaient dans des *villas*, comme Carlos Mugica, qui était né en 1930 dans l'élégant Quartier Nord. Non seulement ils célébraient des messes dans les *villas* mais un certain nombre commença à vivre avec les plus pauvres. Les chapelles précaires étaient construites par la communauté, sur la base du travail collectif, de la même manière qu'ils construisaient leurs maisons. A l'instar de nombreux collègues, Mugica était péroniste, il appuyait les luttes sociales, il défendait le rêve que les travailleurs prennent le pouvoir pour construire un monde nouveau, et avait de la sympathie pour la guérilla. Mais en 1973 Mugica prit ses distances de la guérilla en déclarant : « Comme le dit la Bible, il faut laisser les armes pour empoigner les charrues ».

Certains évêques le soutinrent, mais la hiérarchie ecclésiastique argentine fut toujours une fidèle alliée des privilégiés et des militaires, avec qui elle établit une solide alliance pendant la dictature. Miguel Ramondetti, qui fut secrétaire général du MSTM, affirmait que l'épiscopat argentin « a toujours été le plus rétrograde d'Amérique latine, avec le colombien ».

Les curés des *villas* furent le secteur de l'Église le plus engagé auprès des pauvres, et peut-être de ce fait le plus attaqué. Le 11 mai 1974, Mugica fut assassiné à Buenos Aires par le groupe paramilitaire Alliance anticommuniste argentine (AAA). Il fut le premier prêtre assassiné du pays. Mugica faisait également partie de l'Équipe pastorale d'urgence pour les *villas* que l'épiscopat avait créée en 1968. Il fut tué alors qu'il sortait de la paroisse de San Francisco Solano, où il fut veillé par des milliers de pauvres, puis dans la chapelle de Cristo Obrero dans la *villa* de Retiro.

Une foule impressionnante de pauvres des *villas* participa à ses obsèques. Elle « l'accompagna sur plus de cinquante pâtés de maison jusqu'à la Recoleta, en une manifestation de foi et un sentiment religieux et populaire si profond qu'on n'a pas mémoire, dans notre ville, d'un autre enterrement semblable ». Vingt-cinq ans plus tard, ses restes faisaient le chemin inverse, revenant du cimetière plus luxueux vers la chapelle de Retiro : « Une foule d'une longueur de quatre pâtés de maisons a défilé avec les images des vierges de Copacabana et Caacupé, des drapeaux du Paraguay et de Bolivie, et les consignes que, sans aucun doute, ils avaient déjà crié il y a vingt-cinq ans mais dans le sens inverse : du pain, un toit, un travail » écrivit le journal *La Nación*.

D'après le livre *Église et dictature* du défenseur des droits humains Emilio Mignone, le régime militaire a poursuivi plus de soixante prêtres et évêques : vingt-et-un furent assassinés et faits disparaître, parmi lesquels l'évêque de La Rioja, Enrique Angelelli ; dix furent soumis à des longues années de prisons ; onze autres furent arrêtés, torturés et expulsés du pays ; plus de vingt durent s'exiler. Le MSTM fut fragilisé en raison de différends internes et cessa de fonctionner en 1976, avec l'instauration de la dictature.

La guerre de Macri

Les prêtres engagés auprès des pauvres continuent d'être un cauchemar pour les puissants, de par leur enracinement dans leurs quartiers et leur vision crue du monde des oppresseurs. Le 13 juillet 2008, Rodolfo Ricciardelli, fondateur du MSTM, s'est éteint. Il vivait depuis 1973 dans la Villa 1-11-14 ou Bajo Flores. Il résista aux bulldozers de la dictature depuis la paroisse Maria Madre del Pueblo [4], où ils construisirent en outre une cantine et un jardin d'enfants, malgré la disparition de cinq catéchistes.

Ricciardelli fut veillé à cercueil ouvert dans l'église « entre vierges et jésus noirs » ; il avait « un t-shirt et un drapeau du club Boca Juniors à ses pieds et des photos de lui l'entouraient ainsi qu'une autre du prêtre assassiné par l'AAA, Carlos Mugica ». Les habitantes en pleurs racontèrent que quand il y avait des vols dans le quartier, le prêtre allait chez les voleurs pour leur faire rendre ce qu'ils avaient volé.

Le 11 juin 2007, alors que la campagne de Macri contre les *villas* redoublait et que celui-ci se déclarait admirateur de Cacciatore, quinze prêtres de sept *villas* de Buenos Aires, dont Ricciardelli, diffusèrent un texte intitulé « Réflexions sur l'urbanisation et le respect de la culture des *villas* ». Le texte est une des pièces les plus profondes d'analyse et de compréhension de la culture des secteurs populaires urbains.

Il commence en disant que « vivre dans la villa » a doté les prêtres d'« un regard particulier » et différent de celui que peuvent avoir ceux qui vivent dans d'autres espaces. À contre-courant des politiciens et de la société formelle, qui croient que chez les pauvres tout est « manque » et négatif (drogues, violence, misère), ils posent un « regard positif » sur « la culture qui existe dans la *villa* ».

« La *villa* n'est pas qu'un lieu où l'on aide, c'est avant tout le cadre qui nous apprend une vie plus humaine, et par conséquent plus chrétienne. Nous apprécions la culture de la *villa*, qui surgit de la rencontre des valeurs les plus nobles propres à l'intérieur du pays ou aux pays voisins, avec la réalité urbaine. La culture de la *villa* n'est pas autre chose que la riche culture populaire de nos peuples latino-américains ». Il la considère comme faisant partie du « christianisme populaire », un christianisme « non ecclésiastique » que « le peuple a toujours vécu comme sien, avec autonomie ».

Les curés des quartiers assurent que la culture de la *villa* « célèbre la vie parce qu'elle s'organise autour d'elle ». Ils soulignent les valeurs de fraternité et solidarité : le « donner sa vie pour l'autre », « préférer la naissance à la mort » et par-dessus tout « faire de la place chez soi pour le malade et partager le pain avec celui qui a faim ». Alors que la société libérale s'organise et fait la fête autour du pouvoir et de la richesse, en étant l'expression d'idéologies de droite et de gauche, la culture de la *villa* professe des « valeurs qui se sustentent du fait que Dieu est la mesure de chaque être humain, pas l'argent ».

Ainsi, les prêtres renversent le discours discriminatoire des autorités et d'une bonne partie de la société, qui vise à criminaliser la pauvreté. À l'heure de faire face à la proposition d'urbaniser les *villas*, ils disent : « La culture dans la *villa* a un mode propre de concevoir et d'utiliser l'espace public. Ainsi la rue est-elle une extension naturelle du propre foyer, pas seulement un lieu de transit mais le lieu où l'on crée des liens

avec les voisins, où l'on trouve la possibilité de s'exprimer, le lieu de la célébration populaire ». Ils rejettent le mot « urbaniser » parce qu'il est « unilatéral, il vient du pouvoir et exprime une dévalorisation de la culture de la *villa* ». Mais ils vont encore plus loin en remettant en question les valeurs dominantes : « Si urbanisation signifie que la culture de la capitale envahisse de sa vanité la culture de la *villa*, en pensant que le progrès est de donner aux habitants tout ce dont ils ont besoin pour être une "société civilisée", alors nous ne sommes pas d'accord ».

La lettre a représenté l'un des principaux freins aux ambitions du gouvernement de la capitale et des entreprises immobilières de faire de bonnes affaires avec des terres urbaines très bien situées. La spéculation urbaine dans la zone aux alentours du port a mené de grandes entreprises aux capitaux argentins, européens et états-uniens à créer Puerto Madero, un méga projet de copropriétés, avec marina pour yachts, hôtel cinq étoiles, bureaux de multinationales et restaurants de luxe. Maintenant ils projettent de l'agrandir avec Puerto Madero II, mais pour ce faire ils doivent « libérer » les 15 hectares de la Villa 31. Cette fois-ci ils ne peuvent pas utiliser les bulldozers. Mais, on le sait, la convoitise n'a pas de limites. La solide alliance entre les habitants des *villas* et leurs curés, ainsi que l'apport des mouvements sociaux argentins semblent en condition de résister aux « bulldozers » du capital spéculatif. Mais le capital et le pouvoir politique sont en train d'utiliser de nouvelles armes, beaucoup plus subtiles.

« Ils essayent de nous diviser par le biais de leaders qui arrivent avec beaucoup d'argent. L'un d'entre eux se fait appeler "comandante" parce que dans les années 70 il était de gauche », raconte l'une des mères qui travaillent avec Jhony dans la cantine communautaire. Elle est déléguée de son pâté de maisons et raconte que la nuit sa maison est taguée par des gens qui travaillent pour ces leaders, et qu'elle est l'objet de provocations constantes. L'une des plus grosses bagarres est en lien avec l'organisation de la *villa*.

Le pouvoir politique a opté pour faire en sorte que chaque quartier élise une assemblée d'habitants, dans laquelle le président a un pouvoir quasi absolu. Mais eux, et surtout elles, préfèrent les délégués de pâtés de maisons, qu'ils connaissent et avec qui ils ont des relations directes. À eux tous, ils forment un corps de délégués, qui tire son inspiration de la culture traditionnelle ouvrière. Dans la Villa 31, s'est formé en 2001 un corps de délégués composé de quelque 60 membres.

« Le président [de l'assemblée], on ne le voit jamais. Il se montre quand il y a des élections pour l'assemblée, il distribue de l'argent puis il disparaît. Nous, en revanche, nous élisons des délégués par pâtés de maisons, de un à cinq selon le nombre de familles. Eux, on les voit tous les jours parce que ce sont des voisins. Et s'ils ne font pas bien leur travail, on les remplace », commente la même mère.

L'expérience de la Villa 31 a laissé quelques enseignements : ils doivent contrôler leurs « représentants » afin que les pouvoirs ne les achètent pas. Ils savent que si cela arrive, Macri et le capital spéculatif auront gagné.

Ressources bibliographiques

« Aumentó más del 30% la población en las villas porteñas », 5 octobre 2008, www.lanacion.com.ar.

Carlos Mugica : <http://carlosmugica.com.ar>.

Carlos Mugica (articles) : <http://www.galeon.com/elortiba/memoria.htm>.

Jassy Braun, « Crónica de 70 años de historia y lucha urbana por los derechos a la tierra, la vivienda y a una vida digna », Fundación TIAU, mars 2006, <http://es.habitants.org>.

Hugo Presman, « Del Barrio Norte a la Villa 31 », 15 mai 2007, www.lauridumbre.com.ar.

Emilio Mignone, *Iglesia y dictadura*, Ediciones del Pensamiento Nacional, Buenos Aires, 1987.

« La opción por el socialismo », entretien de Liliana Daunes & Claudia Korol avec Rodolfo Ramondetti, mars 2002, www.adital.org.

« Macri decidió intervenir en la Villa 31 », 27 septembre 2008, www.lanacion.com.ar.

« Reflexiones sobre la urbanización y el respeto a la cultura villera », Equipo de Sacerdotes para las villas de emergencia, Buenos Aires, 11 juin 2007.

- Dial - Diffusion d'information sur l'Amérique latine - D 3050.

- Traduction d'Isabelle Dos Reis pour RISAL.info. Traduction revue par Dial.

- Source (français) : RISAL.info, 21 février 2009.

- Source originale (espagnol) : [Programma de las Américas](http://Programma.de.las.Americas), 15 octobre 2008.

En cas de reproduction, mentionner au moins l'auteur, la traductrice, la source française originale (RISAL.info - <http://www.risal.info> et l'adresse internet de l'article.

Notes

[1] Les quartiers les plus pauvres.

[2] Voir sur le site Risal.info, « [Le "Berlusconi" argentin et le triomphe du football](#) ».

[3] Occupations de terrains où sont ensuite construits des logements.

[4] Marie mère du peuple.